

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 18 NOVEMBRE 1949

Le numéro : 10 francs

Cinquante-quatrième année. — N° 203

AMNISTIE

UNE fois de plus, un projet d'amnistie est à l'ordre du jour, une fois de plus les hommes qui se sont arrogés le droit de juger et de condamner leurs semblables vont envisager d'ouvrir des portes de prisons et de lever des jugements antérieurs.

Une fois de plus cette amnistie va se trouver défendue et combattue par ceux-ci ou ceux-là, selon que les uns ou les autres y trouveront leur profit.

Une fois de plus, ce qui se devrait d'être éminemment humain, va se voir ravalé à des querelles partisanes, à des propagandes politiques.

Ainsi, tout est faussé d'avance.

Les pires réactionnaires, les plus impitoyables, vont se dénicher un humanitarisme à sens unique et tenir boutique de sentiment ! Les « révolutionnaires » — ou soi-disant tels — ceux dont les hymnes renversent... littéralement les Bastilles, ceux qui veulent voir le soleil briller pour tous, vont réclamer pour certains les geôles et les gardes chouinards !

Ainsi, les juges — les mêmes qui pourvoient sous Vichy — verront les hommes de gauche défendre leurs sentences contre ceux qui osèrent collaborer.

Songez donc ! des mercantis au service de l'ennemi, dans la France de Schneider, des fournisseurs d'Abd El Krim et du réarmement de l'Allemagne hitlérienne, quel scandale !

Nous savons, certes, ce qu'ils valent, ces mercantis : pas plus cher que tous ceux qui s'implacent les poches depuis la libération (?) avec la seule concurrence déloyale d'un gouvernement de marché noir, établi à son compte sous l'égide du double secteur ; nous savons ce qu'ils valent : pas plus cher que ceux qui sont en liberté et au besoin la refusent aux autres, pas plus cher mais pas moins non plus.

Mais il y a ceux dont on ne parle pas, ceux qu'on oublie, ceux qui ne trouveront de défenseurs n'importe où à gauche, ceux dont le crime est plus grand, ceux qui ont osé dire non à la guerre, ceux à qui les professions de foi électoralistes n'ont pas suffi, qui n'ont pas su transformer les processions pacifistes en défilés militaires, à l'heure du charnier, lorsque les chants de paix se muent en des appels de clairons, en attendant les Te Deum !

Qui penserait à eux : exilés, insoumis, déserteurs des deux guerres, qui ont tout sacrifié à leur idéal ?

Quels noms porteront-ils ? Quel tirage de journal monterait à leur sacrifice un article ? Quel bénéfice en aurait le bateleur politique qui adjoindrait leur défense à son programme ?

Parlez-moi de Pétain, cela fait recette, on n'a pas été le boucher de Verdun sans recueillir la reconnaissance des populations émues.

Qui parlerait d'eux ? Nous en parlons encore.

Ennemis de toutes prisons, c'est d'abord pour eux que nous nous élevons contre les prisons.

Amnistie, Messieurs, amnistie ! N'oubliez pas que le crime des autres, que vous êtes si économique à oublier, c'est le vôtre à vous parlementaires.

Où seraient-ils, ces coupables de guerre, si vous ne l'aviez pas déclaré ?

Alors, un peu de logique pour ceux qui n'ont fait que vous suivre dans le crime, et un peu de justice pour ceux qui s'y sont refusés.

Contentons-nous pour l'heure de noter que les grands mouvements diplomatiques — Conférence des Trois — et économiques — L.O.E.C.E. au château de la Muette, ont été selon toute apparence provoqués avec une rapidité et un luxe de publicité qui n'ont qu'un rapport très lointain avec la paix que la diplomatie internationale se propose d'atteindre...

Au-delà des hésitations, des contradictions économiques, des oppositions organisationnelles intérieures — dirigisme d'Attlee et néo-libéralisme européen naissant par exemple (Fritalux) — au-delà de la future concurrence allemande sur le marché anglais, de la pénurie de dollars, de la Conférence de Presse de Schuman et l'admission de l'Allemagne dans la communauté européenne et des « garanties » exigées par la France pour sa « sécurité », on découvre l'élément moteur de toutes les tractations : Le Pacte Atlantique, et coiffant le tout : l'antagonisme russo-américain.

Le fond du problème est là et nulle part ailleurs. Et ce n'est sûrement pas par hasard que ces jours derniers, coup sur coup, nous apprenons que les U.S.A. ont décidé de vendre à Tito de l'essence et des avions « civils », que des experts américains assureront en Europe l'application du programme d'assistance militaire, et qu'une campagne

L'5 octobre dernier, M. Webbs, sous-secrétaire d'Etat par intérim, déclarait, dans une conférence de presse, que les démantèlements concernant 159 usines allemandes seraient poursuivis, conformément aux listes établies à Washington en avril dernier.

Que s'est-il passé depuis lors et pourquoi la politique américaine concernant l'industrie d'outre-Rhin est-elle, aujourd'hui, le contraire de ce qu'elle était hier ? L'aure-nous le dire.

par ERIC-ALBERT

gne pour la conscription militaire aux U.S.A. semble s'amorcer.

N'oublions pas d'ajouter la déclaration du professeur Reuter, maire du Berlin occidental : « La venue de M. Acheson à Berlin constitue une démonstration politique qui sera certainement comprise en secteur soviétique... »

Tout est parfaitement synchronisé. Dès lors l'arrêt des démantèlements d'usines en Allemagne, l'augmentation jusqu'à 15 ou 16 millions de tonnes d'acier, la solution « particulière » des usines Thyssen, capables à elles seules d'en produire au moins 7.500.000 tonnes, prennent toute leur signification. Et le voyage de Joliot-Curie à Moscou au moment même où Acheson est à Paris

ris, les déclarations apaisantes de Vyshinski, ainsi que ces menaces d'ailleurs — « Nous aurons autant de bombes atomiques qu'il le faudra » — complètent le tableau.

Conformément à la brusque évolution de la politique américaine en Europe, toutes les restrictions concernant la production d'acier allemand — et du reste — sont virtuellement levées.

Il est intéressant d'observer que la diplomatie française — découvrant un peu tard le ridicule — s'est enfin pour ainsi dire abstenue d'évoquer le « danger » allemand. Elle se contente, en guise de « garantie » de pouvoir investir, dans l'industrie allemande, des capitaux que va lui « prêter » la finance américaine...

(Suite page 2, col. 1.)

Encore une fois la position des anarchistes, en ce qui concerne le peuple allemand, se révèle juste. A la Libération, nous avons immédiatement proclamé qu'il fallait tendre la main à nos frères d'Outre-Rhin.

Et nous avons été seuls à soutenir cette thèse. Seuls contre tous les patriotes déchainés, les Benazet, les Thorez. Seuls aussi contre la masse égarée, trompée et aveugle.

Aujourd'hui, tout à changé. On ne mange plus du « boche », aussi bien en France qu'en U.R.S.S. ou en Angleterre. L'Allemagne est reçue dans les instances internationales. Nous disons : l'Allemagne, c'est-à-dire les gouvernements, les militaires, les industriels, les banquiers.

Ainsi le « rapprochement » s'élaborer, mais sous les auspices menaçants de l'acier de la Ruhr et contre le prolétariat mondial. L'admission de l'Allemagne Occidentale dans la communauté européenne porte le germe du militarisme germanique.

Voilà à quoi on a abouti pour n'avoir pas voulu suivre les voies révolutionnaires de l'entente prolétarienne et internationale.

L'Abbé SILHOL demande des dons

L'ABBÉ Silhol est un de ces prêtres de l'église catholique qui se dévouent généreusement pour « sauver les âmes » et ce, malgré une fatigue intense et des conditions financières très pénibles.

A Paris et dans les grands centres on trouve dans les collèges nombre de prêtres bien nourris, bien vêtus, qui touchent chaque jour 150 francs au moins pour leur messe expédiée en dix minutes ; qui logés et nourris pour rien au collège, y sont en outre bien chauffés, le tout en échange d'une heure ou deux de cours quotidiens, quatre au maximum, et pour quoi ils reçoivent encore une rémunération mensuelle ; sans compter les leçons particulières bien rétribuées.

Dans les paroisses règnent des vies payées, logés, nourris, et souvent pourvus de dons des « bien pensants ». Ces vicaires, tels des fonctionnaires, ont leur quartier bien délimité, qui visent selon un rythme prévu.

Les uns et les autres ont leur vie tranquille, aisée souvent, et chose considérable, sont leurs maîtres, disposant de leur temps comme ils l'entendent.

Évidemment ce temps, ils l'emploient habituellement à prêcher, à tenir en haleine les âmes des fidèles, à conserver à ces âmes l'inquiétude religieuse qui leur assure le besoin de la religion... et de l'Eglise.

L'abbé Silhol, lui, vit près de Lyon, dans un milieu déshérité et irréligieux. Ses « sujets » sont pauvres et beaucoup pensent que l'Eglise ne fait rien pour améliorer leur pouvoir d'achat en donnant aux patrons une plus humaine compréhension des besoins financiers des ouvriers.

Beaucoup pensent aussi que l'amour de Dieu est une foi intérieure se passant fort bien de l'intervention de ministres payés, et accomplissent leurs devoirs d'hommes, d'ouvriers, de pères de famille, sans même songer à demander l'aviso du clergé.

Aussi l'abbé Silhol a-t-il beaucoup à faire pour tenter de ramener à la religion toute cette foule. Et aucun moyen financier.

Son âme d'apôtre en souffre. Il ne peut abandonner tous ces gens. L'Eglise a besoin d'eux pour être plus puissante. Il faut les « convertir » pour en faire des soldats du Christ, qui à l'occasion sauront se battre comme à la Grand Combe, contre les troupes du gouvernement.

Il a beaucoup à faire. Pensez donc.



C.C.P. LYON 1849-29

Chargé de 12 paroisses et presque sans fidèles !

Vous n'aurez pas le cœur de lui répondre : « Appellez donc quelques-uns des prêtres en surabondance ailleurs », et qui abandonneraient d'ailleurs difficilement leur « fromage ».

Vous n'aurez pas la cruauté de lui dire : « Demandez donc au Pape de vous donner le million de lires promis en récompense au fabricant d'une mosaique destinée à la décoration de la basilique vaticane », cette décoration n'étant guère nécessaire ; ou de recevoir les sommes dépensées pour les pèlerinages à Lourdes, puisque l'Eglise ne croit pas aux miracles, et qui ne sont pas utiles, puisque le chanoine Laurent, de Verdun, est mort à son retour, des suites de fatigues.

Ni de réclamer à Rome un pourcentage des recettes sur les 110 pénitentiaries français en préparation, etc...

Bien persuadé que ce prêtre a une activité indispensable et bienfaisante, et qu'il ne peut avoir les sommes d'argent utilisées pour cette activité autrement que par les dons, vous n'aurez pas le mauvais goût de faire vérifier son C.C. Postal Lyon 1849-29, ni celui de faire appliquer les articles 479, 480, 481 du Code pénal, qui interdisent d'exploiter la crédulité publique.

Au contraire, touchés par cet appel paru dans le royaliste *Aspect de France*, vous aurez à cœur d'envoyer votre obole. Elle aidera à propager l'enseignement de l'amour du prochain, qui en a tant besoin depuis qu'un évêque d'Extrême-Orient demande des troupes à Bao Dai pour massacer les infidèles, que le Père Serafim répond pour

R.P. FROMENT.

P. S. — Merci aux lecteurs qui écrivent ou écriront pour signaler tout fait intéressant, très précis et certain, concernant la Religion ou son Enseignement.

R.P. FROMENT.

11 NOVEMBRE

LES RÉFLEXES DU PASSANT

CANARD
AU SANG

bouquet : paprika, sucre candi, vodka, cognac, beurre des Charentes, le tout lié au sang. Ce « Rassemblement » sera éloquent, croyez-moi. Afin d'éviter que les déchets, derniers échos des dosages culinaires, ne viennent troubler la dégustation, utilisez la passoire. Ou, de préférence, un tamis. Les « Franc-Tireur », bien que peu généreux, évitent parfois de fâcheux souvenirs. Evitons-les.

Préparer un bon canard n'est pas très facile. Le « Populaire » en sait quelque chose ! Pourtant, ne pensez pas qu'il faille vous lever si tôt « l'Aurore » pour courir les marchés. Ne soyez pas « Intéressant », surtout. Quelque peu faisané, le canard sera toujours beaucoup plus avantageux. Tâchez-le bien. Voyez qu'il soit souple. La « Résistance » est mauvais signe et d'un goût discutable.

Arrivé dans l'Intimité » de votre cuisine, dépechez votre volaille en parts à peu près égales. Ici, attention ! Récoltez et conservez précisément le sang et s'il en reste dans la carcasse, la « Presse » tout à l'heure s'en chargera. Un bon canard doit nager dans le sang. Mais ne me prenez pas au mot ! Il faut des adoucissements, un peu de « Rêve » en quelque sorte. Une cuisse de pucelle fera parfaitement l'affaire et « Ce soir » vos invités seront contents. Le proche de l'« Humanité » ne se découvre-t-il pas dans les dissimulations, les demi-vérités, les flatteries ? Soyez prudent. Sachez ménager vos effets. Tout l'art consiste à préparer la sauce où se fondront en un moelleux

Préparer un bon canard n'est pas très facile. Le « Populaire » en sait quelque chose ! Pourtant, ne pensez pas qu'il faille vous lever si tôt « l'Aurore » pour courir les marchés. Ne soyez pas « Intéressant », surtout. Quelque peu faisané, le canard sera toujours beaucoup plus avantageux. Tâchez-le bien. Voyez qu'il soit souple. La « Résistance » est mauvais signe et d'un goût discutable.

OLIVE.

Une fois votre canard cuit à point présentez-le — en public, si vous le souhaitez — à vos invités. Vos filets et surtout vos entre-fillets, toujours fortement épiciés, sont disposés avec goût. Le tout est fumant, sanglant à volonté. Vos invités s'émeuvent. Chacun cherche le morceau de son choix, et à miraculeux ! il le trouvera. Un tel, penchait en faveur des gauloises, longera le croignon. L'autre, poète à ses heures, dégusterà la cuisse et celui-ci, enfin, aimant les choses sérieuses, étudiera le près le « Monde » compliquée d'un morceau de carcasse.

A voir tous ces gens se précipiter ainsi sur le mets remarquable, on peut croire qu'il y a « Combat », « Bataille », illusion ! Dès « l'Aube » de ce beau jour — et vous l'avez compris — il s'agissait de préparer une flâneuse nourriture, toute prête et mijotée à point, et qui flattait la vue tout autant que le goût.

Le reste importe peu. Et si vos invités, plus tard, souffrent d'intoxication, ils s'en prendront à tous et à tout mais pas à leur canard. Ni à vous.

OLIVE.

AUTOOUR DU DEFICIT
DE LA S.N.C.F.

Le problème que soulève le déficit de la S.N.C.F. ne peut être clairement posé qu'en le subordonnant à toutes les activités industrielles et commerciales.

Le chemin de fer constitue l'épine dorsale de la nation, et son arrêt, même partiel, provoque immédiatement des répercussions d'une gravité extrême.

Un homme, pas une femme, qui ne soit directement ou indirectement intéressé à son bon fonctionnement. Pas un seul atelier, si petit soit-il, qui puisse s'en passer.

Au début de cette année, le déficit — alors de 50 milliards — provoqua de nouvelles polémiques autour de l'éternel problème : rail-route. Des mesures ont été prises, des lignes secondaires supprimées. Aujourd'hui, le déficit est de 90 milliards ! Cette constatation se passe de tout commentaire !

Il est d'ailleurs malaisé, surtout pour un profane, de savoir à quoi s'en tenir sur la coordination des transports, l'impartialité des études faites à ce sujet étant toujours sujettes à caution.

Trop d'intérêts divergents gravitent autour de ce problème : intérêt de l'Etat, intérêt des routiers, des pompiers, garagistes, etc... ; intérêts des employés de la S.N.C.F., intérêts des syndicats, des industriels ; la liste est longue de tous ceux, petits et grands, influents, ou non, politiciens, techniciens, financiers et travailleurs, qui sont, pour des raisons diverses, avouables ou non, pour le statu quo, ou pour une réorganisation complète des transports avantageant soit le rail soit la route.

Les données du problème sont toutes vicieuses par l'argent, qui s'agitent des dividendes des actionnaires de la Shell ou simplement du taux des retraites de la S.N.C.F., et ce n'est sûrement pas dans cette forêt de Bondy que l'on pourra trouver une solution à un problème dont seul l'aspect technique doit être retenu.

En effet, il importe peu que la S.N.C.F. soit en déficit. Ce qui importe, c'est que les transports routiers ferroviaires, fluviaux et également aériens, soient coordonnés et organisés pour le mieux des intérêts de chacun, c'est-à-dire des intérêts de toute la nation.

Mais dans une société où tout n'est que contradictions, où ces contradictions sont les seuls éléments moteur de toute activité, il est impossible de résoudre un problème de ce genre.

Seul se poserait, et pour un temps limité, le problème de la rééducation de tous les employés.

Mais cette transformation sociale profonde, qui permettrait alors une facilité grandement les choses, mais encore serait source de richesses nouvelles.

Les milliers de pionniers étaient maçons ou mécaniciens, ou pourraient rebâtir nos villes, construire des camions, des voitures, des usines ; en un mot,

provocer le démarquage de la société embourbée dans son régime d'additions et d'étais « néant ».

Seul se poserait, et pour un temps limité, le problème de la rééducation de tous les employés.

Mais cette transformation sociale profonde, qui permettrait alors une facilité grandement les choses, mais encore serait source de richesses nouvelles.

Les milliers de pionniers étaient maçons ou mécaniciens, ou pourraient rebâtir nos villes, construire des camions, des voitures, des usines ; en un mot,

provocer le démarquage de la société embourbée dans son régime d'additions et d'étais « néant ».

On peut purement et simplement licencier des dizaines de milliers d'employés. On ne peut plus non plus « supprimer » les rétrécies.

Limitier le recrutement n'est pas non plus une solution, pour l'excellente raison que ceux qui ne trouvent pas d'emploi seront chômeurs et à la charge du gouvernement, et la suppression massive de lignes secondaires provoquerait les mêmes incidences.

En fait, le problème ne se trouve ni à la S.N.C.F., ni ailleurs ; il se trouve à la base même de tout le système économique actuel qui souffre un peu partout du même mal.

Du moment que les trains roulent, que les marchandises sont normalement acheminées, que les convois partent et arrivent à l'heure, il n'y a déficit que dans les chiffres et les chiffres ne signifient rien parce que la monnaie qu'ils représentent ne signifie rien non plus.

A force de tout transposer sur un plan universitaire fait, on finit par perdre toutement de vue les véritables richesses.

Seuls comme les bilans et équilibres financiers et on s'acharne à rester dans un système où le ridicule le dispute à l'impuissance.

On ne peut pas en fait réduire massivement le nombre des contrôleurs et employés qui de nos jours encombrent toutes les administrations, qu'il s'agisse

de la S.N.C.F. ou d'un ministère, car ailleurs, il n'y a plus de travail pour eux.

Et nous touchons là au problème profond qui condamne, non pas la gestion de la S.N.C.F., mais le système capitaliste tout entier : c'est le problème de la répartition du travail.

Nous avons maintes fois écrit que la

gratuité des transports, non seulement

facilitera grandement les choses, mais

encore sera source de richesses nouvelles.

Les milliers de pionniers étaient

maçons ou mécaniciens, ou pourraient

rebâtir nos villes, construire des camions,

des voitures, des usines ; en un mot,

provocer le démarquage de la société

embourbée dans son régime d'additions

et d'étais « néant ».

Seul se poserait, et pour un temps limité, le problème de la rééducation de tous les employés.

Mais cette transformation sociale profonde, qui permettrait alors une facilité grandement les choses, mais encore serait source de richesses nouvelles.

Les milliers de pionniers étaient

maçons ou mécaniciens, ou pourraient

rebâtir nos villes, construire des camions,

des voitures, des usines ; en un mot,

provocer le démarquage de la société

embourbée dans son régime d'additions

et d'étais « néant ».

On peut purement et simplement licencier

des dizaines de milliers d'employés. On ne peut plus non plus « supprimer » les rétrécies.

Limitier le recrutement n'est pas non plus une solution, pour l'excellente raison que ceux qui ne trouvent pas d'emploi seront chômeurs et à la charge du gouvernement, et la suppression massive de lignes secondaires provoquerait les mêmes incidences.

En fait, le problème ne se trouve ni à la S.N.C.F., ni ailleurs ; il se trouve à la base même de tout le système économique actuel qui souffre un peu partout du même mal.

Du moment que les trains roulent, que les marchandises sont normalement acheminées, que les convois partent et arrivent à l'heure, il n'y a déficit que dans les chiffres et les chiffres ne signifient rien parce que la monnaie qu'ils représentent ne signifie rien non plus.

A force de tout transposer sur un plan universitaire fait, on finit par perdre toutement de vue les véritables richesses.

Seuls comme les bilans et équilibres financiers et on s'acharne à rester dans un système où le ridicule le dispute à l'impuissance.

On ne peut pas en fait réduire massivement le nombre des contrôleurs et employés qui de nos jours encombrent toutes les administrations, qu'il s'agisse

Au
Palais-Bourbon

(Suite de la première page)

Etant donné qu'encore jamais le percepteur ne daigna nous informer sur la destination de nos impôts, prenons tout en bloc, occupons-nous du fleuve des impositions et non de son débit aux innombrables et mystérieuses ramifications.

Nous l'avons vu : le déficit est là, bâtant, mettant. Mais, chose remarquable, le gouvernement a tout de suite découvert le remède : hausse du prix du gaz, de l'électricité, des transports, du sucre, etc. Encore un autre — il a ainsi le choix — nouveaux impôts, supertaxes, etc. L'originalité de ces deux moyens n'est, chapper à personne et afin de les formuler clairement nous les appellerons : le système édredon. En effet, vous pompez un peu plus d'argent des poches du contribuable, par le truchement des taxes ou de la hausse des prix et un trou se bouche, hélas ! pour qu'il s'ouvre immédiatement s'en forme un autre : celui d'une rentée plus mauvaise de la fiscalité due à la mévente, conséquence elle-même de la diminution du pouvoir d'achat, re-consequence de nouvelles taxes.

Le cycle est bouclé. L'harmonie complète.

Mais il y a plus grave : à l'approche des élections, certains partis politiques deviennent nerveux et se découvrent des tendances très nettes pour l'intransigeance. Le sort du pays est en jeu, n'est-ce pas ?

Aussi voit-on radicaux et S.F.I.O. s'accabler mutuellement.

Les « socialistes », aujourd'hui, dénoncent plus qu'ailleurs ouvertement les radicaux de s'accoupler avec les « modérés », voire les gaullistes, et de faire ainsi le jeu de la réaction. Ce qui est calomnie pure. En fait, les valoisins sont « libéraux ». Les autres « modérés » payans », ils seraient plutôt conservateurs. L'ennui, c'est que tout le monde évite de préciser la signification de ces termes. On préfère se répandre en affirmations... verbales. Pour les uns, il faut maintenir le blocage des salaires, pour les autres, c'est le contraire ; même dualité pour les prix. Et tous d'affirmer que ces solutions, diamétralement opposées, auraient d'excellentes répercussions économiques. Qui croire ? Et à quel saint se vouer ?

En attendant, pour corser le tout, la grave question de la dissolution, celle de la réforme électorale, agitent les cours. Le pays est en jeu. Ne l'oubliez pas !

Et la majorité toute entière des « modérés » aux socialistes », harcelée de toutes parts, fait vraiment pitité !

Les leaders des diverses tendances ayant déjà enfoncé leur cheval de bataille, qui pour la hause, qui pour la baisse, qui pour la réforme électorale, agitent les cours. Le pays est en jeu. Ne l'oubliez pas !

Et avec une impénétrabilité toute évidente, et avec une répétition constante de dérives !

Nous invitons ceux qui nous approuvent à assister à nos réunions qui ont lieu le premier et troisième vendredi du mois, local de la C.N.T., porte Faubourg, face au lycée. La prochaine aura lieu le vendredi 48 novembre, 20 h. 30.

Les camarades du Finistère en particulier sont invités à écrire à Le Lann Auguste, Kergaradec-Gouesnou (Finistère).

E. A.

Belle conférence à Brest

Le Groupe d'Etudes Sociales, avec le concours de l'ami Aristide Lapeyre, a organisé le mardi 8 novembre une conférence sur le sujet : Dieu n'existe pas ?

C'est devant une assistance de 300 à 400 personnes que notre ami démontre l'inexistence de Dieu, en démontant toutes les incohérences de cette thèse.

Après son exposé, le président invite ceux qui désirent intervenir et plusieurs chrétiens poseront des questions auxquelles Lapeyre sut répondre avec pertinence.

Ce fut une excellente soirée. Elle porta ses fruits. A Brest, nous sommes décidés à continuer notre travail de défrichement.

Nous invitons ceux qui nous approuvent à assister à nos réunions qui ont lieu le premier et troisième vendredi du mois, local de la C.N.T., porte Faubourg, face au lycée. La prochaine aura lieu le vendredi 48 novembre, 20 h. 30.

Les camarades du Finistère en particulier sont invités à écrire à Le Lann Auguste, Kergaradec-Gouesnou (Finistère).

Le Cercle anarchiste des Jeunes

Le Cercle anarchiste des Jeunes

Permanence tous les jeudis de 15 à 20 h.

28, rue Serpente, Paris (6^e).

Conférences-Débats publics, tous les jeudis à 21 h. Café des « Trois Nages », 34, bd Saint-Germain. Le 17 nov. : L'Enfance et la Guerre, par Michel C.M.A. : Compte rendu par la délégation du C.L.E.

Et avec une impénétrabilité toute évidente, et avec une répétition constante de dérives !

Le Cercle anarchiste des Jeunes

Le Cercle anarchiste

CULTURE ET RÉVOLUTION

Les Communes Libres en Israël (1) LEURS CARACTÈRES — LEUR VIE (Kiboutz — Kvoutza — Mochat Ovidim)

Notre Kiboutz est bâti sur le principe : « Chacun travaille selon ses forces et consomme selon ses besoins. » (Les Juifs en Israël, A. Revontzki.)

« De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins. » (Principe anarchiste.)

ONSTATONS, tout d'abord, un fait curieux. La plupart de ces communautés juives ont été fondées par des socialistes autoritaires. En effet, une fois atteinte la possibilité d'appliquer leurs principes, ils se sont vus obligés de repousser le centralisme et de créer des communautés anarchistes. Observons également que, parmi tous les mouvements fondateurs de collectivités, seuls les communistes juifs en Israël n'ont pu créer et faire prospérer un Kiboutz.

De plus, quelque chose de très intéressant à noter : les débuts de cette révolution juive, le retour aux travaux de la terre et à des modes de productivité nouveaux ne sont pas venus du mouvement national mais plutôt d'une révolution sociale réelle à la fin du siècle dernier et à la faveur des idées libres, influencées par les socialistes populaires (nordmik).

La Presse internationale a beaucoup écrit au sujet de la vie constructive du peuple en Israël. Tout le monde est en admiration devant les faits de ces juifs travailleurs qui ont desséché les marécages et les ont transformés en jardins, le sol caillouteux, en vergers et les déserts en lieux d'habitation. Mais actuellement, comme toujours d'ailleurs, tous ces journalistes et écrivains oublient de spécifier que ce qui est beau et positif dans les collectivités est dû au principe anarchiste qui les ont influencés, c'est-à-dire : de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins. Ce principe est le fondement de chaque commune libre.

Beaucoup de ces bâtonniers ont étudié la théorie et la pratique anarchistes et ceci leur a donné la force nécessaire pour réaliser un type élevé de collectivité sociale qui n'a pas son pareil au monde.

Des centaines de Juifs avaient quitté leurs écoles, leurs foyers et leurs habitués, pour émigrer vers l'ancienne Palestine, sous la conquête turque, afin d'édifier une vie nouvelle. Au même moment, en Amérique du Nord et en Argentine des essais furent tentés pour installer les Juifs dans ces pays et y construire des collectivités. Mais ces essais ne furent pas concluants. Par contre, en Palestine, la même expérience, après bien de pénibles efforts, fut couronnée par le succès.

Il existe dans le monde peu d'institutions anarchistes aussi constructives et aussi concluantes. On peut affirmer en effet que le véritable et libre anarchisme est à la base de ces collectivités. Il faut ajouter aussi que les soixante-dix dernières années de construction communautaire, en Palestine, ont été accomplies sans l'intervention d'aucun Etat, sans violence ni autorité suprême. C'est par la volonté personnelle de chacun que le but a été atteint.

Actuellement, après les récents événements d'Israël et l'instauration d'un gouvernement, on sent la nécessité d'un mouvement anarchiste, on pressent aussi la formation de groupes d'activité anarchiste, dont la tâche sera de défendre toutes les institutions à caractère coopératif, afin qu'elles ne tombent pas sous la machine gouvernementale. Le mot d'ordre est la décentralisation, par l'intermédiaire d'organismes populaires, contre la prise par l'Etat des fonctions utiles.

Il y a en ce moment 3.000 policiers en Israël. Leur budget atteint un chiffre égal à celui de l'instruction et de la santé publique. Il serait souhaitable que les Israéliens prennent connaissance et s'impliquent bien de ce contraste extrême.

ETRENNES 1950

La nouvelle année approche et avec elle les traditionnelles étreintes.

Bien que nous ne soyons pas conformistes, il est des traditions qui nous donnent l'occasion de manifester nos sentiments à l'égard d'un parent, d'un ami.

Rien ne sera plus apprécié qu'un livre relatant les origines du mouvement anarchiste ses luttes à travers les 150 dernières années, ses forces et ses espoirs.

Bientôt paraîtra « L' Histoire du mouvement anarchiste », d'Alain Sergent et Claude Harmel. Ne manquez pas de le lire, de l'offrir. Vous ferez plaisir à un ami et vous aidez puissamment notre « Libertaire », un bénéfice important lui revenant sur la diffusion de ce livre.

(Le prix sera donné dans le prochain numéro.)

LA VIE INTERIEURE D'UN KVOUTZA

Les membres de la commune n'ont pas de propriété privée reconnue. Elle n'est tolérée uniquement que pour les objets personnels. Tout apparaît, d'une manière égale à tous. La Kvoutza est la propriété de tous et chaque membre a le droit de jouir de tout à titre égal. Nul ne peut prétendre à des priviléges spéciaux. Les travaux des champs sont obligatoires pour tous et nul ne doit se soustraire au travail, sauf les malades, les gens âgés, les enfants. Certains travaux sont accomplis à tour de rôle. Chaque membre reçoit sa part égale dans la distribution des produits, vêtements et autres objets, y compris le tabac pour les fumeurs. C'est ainsi que sont assurés les besoins de tous. Personne ne perçoit de salaire et la distribution des denrées et effets se fait sans argent. Le nettoyage, lessive, raccordage est effectué par tout le monde. Le centre d'attraction de tous est la salle commune et la maison des enfants.

Nul ne reproche à son camarade de consommer davantage ou de travailler moins ou trop lentement. Personne ne peut prétendre avoir gagné davantage, ce sont les forces réunies de toute la collectivité qui ont atteint le but.

Les communautés libres sont basées sur la liberté totale. Les décisions sont prises par tous, les questions et problèmes sont tranchés par des réunions fréquentes et les responsables du mouvement peuvent à tout instant être remplacés. Leurs droits sont d'ailleurs respectés.

Les membres sont actifs dans les différentes commissions concernant l'accès.

BORDEAUX

STAND DE LIBRAIRIE

La Librairie Sociologique de Bordeaux contient des ouvrages et brochures d'une haute valeur éducative, culturelle.

Elle possède un grand choix de livres intéressants qui sont vendus aux meilleurs prix.

Cette Librairie Sociologique a son stand installé au marché sur les Fossés au cours Victor Hugo, face au n° 80, Cycles Rebol, régulièrement tous les dimanches, de 9 h à 18 h.

Le Parasitisme en France (2)

En France, depuis la signature du Traité de Versailles, la moyenne d'hommes se trouvant sous les drapeaux a été de 500.000, et avec le travail des armées et de toutes les industries travaillant directement et indirectement pour la guerre, c'est environ un million de personnes qui, d'une façon permanente, furent soustraites à la production utile et par la même, au chômage. Cependant ce million de personnes dont la proportion sur la population active était de 1 à 2, et la production annuelle qu'une partie d'entre elles apportaient, absorbait le dixième du revenu national. Comme elles ne fournissaient ni biens de production, ni biens de consommation, la petite n'en était que plus grave. Ce n'était pas un capital : c'était un gouffre.

Toujours en 1936, le personnel des banques et des assurances s'élevait à 377.900 personnes. Dans une société où la simple reconnaissance du droit à la vie rendait inutile ce système onéreux et aussi compliqué qu'imparfait des assurances, et où l'organisation bancaire serait énormément réduite, sinon supprimée, nous pouvons assurer que les trois-quarts de ce total pourraient être dirigés sur des fonctions beaucoup plus utiles.

Les femmes sont à égalité avec les hommes. Elles prennent part à tous les travaux, à la cuisine et aux champs. Après avoir travaillé un temps à divers travaux, on attribue à chacun une occupation spéciale : s'occuper des champs, du bétail, du poulailler, des ruches, des arbres fruitiers, des ateliers.

Dans la Kvoutza, il règne une initiative individuelle et une liberté absolue, tout étant basé sur le bon sens et la bonne volonté de chacun.

La direction intérieure, au début imparfaite, s'est améliorée. On commence par muter les responsables tous les mois; actuellement, les mutations sont annuelles. Tout ceci se passe en assemblées où tout le monde prend part.

La vie en commun dans la Kvoutza a facilité les problèmes de direction, la confiance et la compétence ont remplacé l'autorité.

(Suite prochain numéro.)

A bordons maintenant un autre aspect du problème. Les statistiques de 1936 at-

tribuent à la France une population totale de 41.183.000 habitants. Sur cet ensemble, le nombre de personnes actives, utilisées, employées ou non, était de 20.260.000 dont 12.940.000 hommes et 7.320.000 femmes. Observons que le vieil ouvrier, le vieux paysan, le vieil employé, figurent dans ce classement général.

Nous prendrons comme base-

qui n'étaient généralement pas mères de famille.

À cet immense parasitisme, il faut ajouter le travail inutile difficile à déceler.

Citons quelques exemples. En 1935, Michelin chiffrait à 780.000 le nombre de personnes vivant de l'automobile. Sur ce total, 80.000 seulement travaillaient dans les usines ; 155.000 étaient des garagistes, vendeurs et réparateurs ; 60.000 employés aux accessoires. Il y avait 440.000 chauffeurs et 45.000 distributeurs d'essence.

Il n'est pas exagéré de dire que sur ce total, au moins 400.000 pouvaient être retirés des groupes des six groupes non producteurs, particulièrement des chauffeurs conduisant des autos de luxe et de tourisme pour des patrons ou des patrons qui l'avaient envoyé au travail.

En 1938, les constructions électriques comptaient 101.000 ouvriers et 35.800 employés ; un employé pour moins de trois ouvriers ; en 1945, 69.400 ouvriers et 31.100 employés : presque un employé pour deux ouvriers.

Dans l'industrie du pneumatique, on comptait, dans la même année, 14.640 ouvriers et 4.900 employés.

Cette proportion n'est pas excessive. D'après la collection Dosse, on comptait en 1937 3.025.000 employés publics et privés et 6.257.000 ouvriers.

D'autres professions sont nettement parasitaires, fruits du capitalisme et de la concurrence. Prenez la réclame commerciale mobilisant dessinateurs, imprimeurs, colleurs d'affiches, courriers, représentants de commerce, agences, dépendant en papier, encré, voyages, automobiles, essence, pour pousser à vendre des articles de modes, des produits de beauté, etc., que la suggestion de la réclame et le snobisme commercialisé cultivé rendent nécessaires en créant des besoins artificiels (1).

Nous ignorons combien des 3.025.000 employés enregistrés en 1937 resteraient à leur poste dans une société raisonnable et organisée. Mais nous avons l'impression très nette que probablement la moitié pourrait remplir des fonctions socialement plus utiles.

Tout cela nous mène à 14.000.000 ou 15.000.000 de parasites, osifs, ou non osifs, dont certains à leur corps dépendant, conséquence inévitable de cette organisation sociale. Si l'on veut, par une considération souvent discutable, éliminer la femme de ce calcul, le nombre des parasites est de dix à onze millions.

(1) En 1938, les frais de publicité se sont élevés en France à 2 milliards 200 millions de francs. Or le budget de la Santé publique n'a été que de l' milliard 46 millions, celui de l'agriculture, 573 millions, des travaux publics d'un milliard 728 millions ; de la marine marchande de 935 millions. Tel est le juste emploi des ressources de l'économie.

FIN.

En Tchécoslovaquie

La délation est recommandée

« Non seulement, nous, policiers, devons faire preuve de vigilance, mais toute la population doit être mise en garde contre les ennemis de la République, surveiller tous les éléments suspects et les signaler immédiatement à la police. »

Non, ce n'est pas un fonctionnaire de la Gestapo qui déclare cela. Ce n'est pas d'avantage un milicien prononçant un discours au nom de l'Etat français et du défunct Nouvel Ordre européen.

Ce n'est qu'un fonctionnaire tchéque de la démocratie chère à Frachon et Thorez déversant sa haine hysterique sur tous ceux qui veulent rester libres de ne pas obéir au vénérable Joseph Staline. Et « Rude Pravo », organe du parti communiste de Tchécoslovaquie, le 17 septembre 1949, d'approuver bruyamment.

Cela s'appelle mouvement, délation, crime... Celui qui est employé un tel langage sous l'occupation aurait été exécuté par les Résistants.

LYNX.

COOPÉRATIVE D'ÉDITION DU LIBERTAIRE

“ Le Communisme ”

de G. Leval

Magnifique brochure de 72 pages au prix de 40 fr. 1 Franco 55 fr. Par 12 brochures, 320 fr. Franco 390 fr. par 24 brochures, 640 fr. Franco 760 francs ; par 36 brochures, 960 fr. Franco 1.120 fr.

Ajouter 25 fr. si vous désirez le colis recommandé. C.C.P. Paris 4.730-94. A Moine, 10, rue Bichat, Paris (X), C.C.P. 5561-76.

Le produit de la vente de cette brochure est destiné à éditer la brochure de langue allemande « Wege zur Freiheit ».

SERVICE DE LIBRAIRIE

240 fr. (285 fr.) — La Tour d'Ézra, 350 fr. (395 fr.) — A. SERGENT : La Série des œuvres de Jane Gardon est une chanteuse réalistes qui s'inscrit dans la lignée des Damia, Edith Piaf, etc. n'apprendra rien à des spectateurs qui l'ont adoptée et qui le lui prouvent à chaque occasion. Son jeu de scène absolument remarquable, et je pense aux « Momes de la cloche », révèle chez elle un tempérament de tragédie.

Aux chansonniers parisiens Jean Marsac, Robert Rocca, Léo Campion, vedettes du Paris qui s'amuse avec esprit et animateurs pleins d'entrain de nos spectacles, était venu s'ajouter Pierre Dac, heureux de retrouver un public qui avait eu avant la guerre maintes occasions de l'apprécier. Et il était réservé à Paulette Chardin de nous démontrer que dans cet art « rose » une « Montmartre » pouvait, sans être dépassée, affronter le « compagnonnage » de ce redoutable « quatuor ».

Dessinier des personnages à la Dubout, alliant la verve à la cocasserie, les Garçons de la Rue déchaînent un enthousiasme général, récompensé bien méritée d'un numéro excessivement bien monté où l'on sent un « fin » fruit d'un travail acharné.

Villabella, c'est la pureté. La voix d'or égale la note avec une richesse qui force la salle au silence. Le métier porte cette note, aussi légère soit-elle, à l'oreille de l'auditeur ravi.

Il était réservé à la « Cuedro Flamenco del Nino de Cadix » de nous rappeler que c'est dans le folklore de l'Espagne martyre que l'on retrouve les plus colorées comme les plus sauvages des figures chorégraphiques.

Un mot enfin du groupe « Spartacus ». Il se dégage de cet ensemble une impression de puissance, de beauté dépourvue, qui en font le digne successeur du fameux groupe « Octobre ». « Juin 36 » comme « Dans les prisons de France » de notre ami Asso, laissant le spectateur haletant.

Magnifique spectacle auquel le « Libertaire » avait convié tous ses amis dans la salle comme sur le plateau, spectacle présenté d'ailleurs par notre ami Lucien Cenarg avec cette bonhomie souriante et spirituelle qui font de lui un maître de ce genre si difficile pour un grand nom à trébucher.

Et jusqu'à l'heure une jeunesse mûre en train par le gala devait danser sans lassitude, l'orchestre de qualité, les fantaisies burlesques des « Rats de cave de St-Germain-des-Prés » y furent bien certainement un peu pour quelque chose.

JOYEUX.

En admettant que dans une économie mieux organisée, dans un monde plus juste, il faudrait toujours des hommes et des femmes chargés de la distribution au lieu des commerçants actuels ; en tenant compte que 500.000 commerçants des villages et de bourgades s'occupent aussi d'autres travaux, et sont des démineurs, ce qui permet de déduire globalement 250.000 personnes de ce genre d'activité, il ne reste pas moins que l'excédent était de 1.550.000 personnes en 1936, mais il est après la guerre de 270.000 personnes.

Au total, il y a environ aujourd'hui de 12.300.000 à 13 millions de personnes non occupées ou occupées à des fonctions sociales parasitaires. Mais une analyse des professions, même manuelles, exercées par bien des gens, nous prouve que le mal est beaucoup plus grand.

D'autre part, il faut observer que le nombre de personnes actives a diminué continuellement. Pour une population qui est restée stationnaire, il était de 21.720.000 en 1921, et de 20.261.000 en 1936.

Déférence de plus d'un million et demi de personnes — en majorité des femmes

qui n'étaient généralement pas mères de famille.

À cet immense parasitisme, il faut ajouter le travail inutile difficile à déceler.

Citons quelques exemples. En 1935, Michelin chiffrait à 780.000 le nombre de personnes vivant de l'automobile. Sur ce total, 80.000 seulement travaillaient dans les usines ; 155.000 étaient des garagistes, vendeurs et réparateurs ; 60.000 employés aux accessoires. Il y avait 440.000 chauffeurs et 45.000 distributeurs d'essence.

Il n'est pas exagéré de dire que sur ce total, au moins 400.000 pouvaient être retirés des groupes des six groupes non producteurs, particulièrement des chauffeurs conduisant des autos de luxe et de tourisme pour des patrons ou des patrons qui l'avaient envoyé au travail.

La résolution

Ont participé soit au titre d'invités, soit d'invités, d'observateurs ou en tant qu'individuel à la Conférence nationale du Cartel d'unité d'action syndicaliste des 12 et 13 novembre 1949 :

L'Ecole Emancipée (fraction de la Fédération de l'Education nationale), la Fédération nationale des Syndicats Autonomes, les ouvriers et employés Métallurgistes Autonomes de la Région Parisienne (F.N.S.A.), la Fédération générale des Fonctionnaires Autonomes, l'Unité Syndicale (tendance minoritaire C.G.T. et F.O.), la Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.), la Minorité C.G.T. des Produits Chimiques (Paris et Haute-Savoie), la Minorité F.O. des P.T.T. (Paris), la Minorité C.G.T. du Lioré, Le Syndicat Autonome des Travailleurs du Lioré (F.N.S.A.), le Syndicat autonome des Journalistes (F.N.S.A.), les Fonctionnaires autonomes (F.N.S.A.), le Syndicat autonome des Métaux de Tours, la C.N.T., le Syndicat du Timbre autonome (F.N.S.A.), le Syndicat autonome du Stylo (F.N.S.A.), Syndicat autonome de la Radiodiffusion, l'Union départementale F.O. du Maine-et-Loire, le Syndicat national des Institués du Rhône, les Cartels d'unité d'action syndicaliste du Rhône, de l'Hérault, de la Fédération syndicaliste des P.T.T.-F.O., le Syndicat démocratique Rerault et de nombreux militants dont Lebourre (F.O.), Lapeyre (F.O.), Lacaille (Syndicat des Cheminots du S.O.), Rufier (Cartel international de la Paix).

En conclusion de ses travaux, la conférence a adopté la résolution suivante et désigné un

COMITÉ NATIONAL PROVISOIRE D'UNIFICATION SYNDICALISTE

VOICI le texte de cette résolution :

Le patronat français, après avoir reconstruit son appareil de combat, se prépare, avec l'appui du Gouvernement, à intensifier la bataille contre la classe ouvrière à l'occasion de la discussion des conventions collectives.

C'est un fait que la classe ouvrière française dans sa division présente court le risque d'une défaite ou d'une aventure seulement profitable aux forces totalitaires de droite ou de gauche.

C'est un fait également que toute invitation émanant de l'une quelconque des centrales ou organisations syndicales existantes en vue du rassemblement dans son sein des masses laborieuses est actuellement vouée d'avance à l'échec.

Seul un large front unique des forces syndicales réelles, organisées démocratiquement en partant de la base et sous son contrôle permanent, peut assurer la victoire aux travailleurs sur le terrain des revendications vitales.

Seul un tel front unique est capable, dans l'action directe, de préparer une véritable unification des travailleurs au sein d'une confédération démocratique indépendante à la fois des partis, des Gouvernements et de l'Etat.

Seule, en effet, une telle confédération unifiée permettra aux travailleurs d'atteindre l'objectif fondamental du mouvement syndical qui est l'abolition du salariat et du patronat privé ou étatique.

En conséquence, la conférence nationale lance un appel solennel :

A toutes les minorités syndicales organisées, à tous les syndicats, à toutes les unions départementales et à toutes les fédérations se réclamant du syndicalisme lutte de classe pour participer aux travaux du Comité d'unification syndicaliste;

A tous les travailleurs pour qu'ils s'organisent dans le cadre de leur lieu de travail afin de créer un large mouvement d'unification sur la base du programme de revendications adopté par la Conférence.

La Conférence reçut les saluts amicaux des Cartels du Doubs, de la Gironde et du Syndicat de la Radiodiffusion de Bordeaux.

La presse révolutionnaire était aussi présente : Révolution prolétarienne, Le Libertaire, La Vérité, Perspectives, Confrontation internationale, Action ouvrière, Unité Syndicale et Défense de l'Homme.

Deux journalistes américains et un anglais assistèrent aux débats.

Revue de Presse Syndicale

UNE prime de trois mille francs versée chaque mois, à tout salarié, telle est la formule qui — selon la C.G.T. — résoudrait le problème des salariés ; en attendant l'application des problématiques conventions collectives, nouvelle panacée universelle.

Ecoutez plutôt F. Leriche, de la Vie Ouvrière, commentant le récent décret ministériel :

Cette prime — de 3.000 fr. pour les salariés au-dessous de 12.000 fr. et dégressive pour aboutir à zéro à 15.000 francs — n'est payable qu'un mois seulement.

Cette prime crée des injustices à la fois révolutionnaires et bouteilles...

En province l'abattement de zonage...

Il en est de même pour les réductions de salaire pour infirmité...

Ainsi c'est la consécration du blocage rigoureux des salaires...

...Et plus loin « constructif » :

Et bien, je crois que tous travailleurs C.G.T., C.F.T.C., C.G.C., inorganisés, nous sommes tous d'accord pour apporter à ce chef-d'œuvre-là quelques petites corrections !

Il faut que la prime soit intégralement de 3.000 francs pour tous les salariés quel que soit leur salaire et ce y compris pour les fonctionnaires, les services publics, les collectivités publiques.

2° Que cette prime soit versée tous les mois en attendant la révision générale des salaires et traitements garantis par l'échelle mobile que nous exigeons.

Et enfin, en conclusion, une discrète allusion au soutien des « élus du peuple », illez communistes :

C'est aussi le meilleur moyen de soutenir les élus du peuple qui, au Parlement, luttent à vos côtés.

Ce que Leriche reproche le plus à cette prime c'est d'une part, de n'avoir effet qu'au seul mois de novembre, et de ne pas être attribuée à tous les salariés d'autre part. Il ne lui vient surtout pas à l'idée qu'elle serait insuffisante. Aussi reconnaît-il — implicitement du moins — que le manœuvre ou l'employé percevant un salaire mensuel de 12.500 fr. auraient leur suffisance avec 15.500 fr. par mois (n'oublions pas qu'en 1948 la C.G.T. avait fixé, chiffres à l'appui, le minimum vital à 12.000 francs).

Marcel Paul et Choizat durent frémir en lisant l'article cité plus haut : consécration du blocage rigoureux des salariés ? Ce Leriche, un futur candidat aux aveux « spontanés »...

On est imbue de sa personne à Force Ouvrière :

Pour que notre Comité confédéral national, comptable des décisions de la C.G.T.-Force Ouvrière, organisation qui se veut sérieuse et sensée et qui l'est, ait pris la décision de principe d'un arrêt du travail en vue d'appuyer une revendication concernant les salariés, il faut que la situation l'exige et

PRÉCISION

Le Syndicat autonome des Travailleurs du Livre fait savoir que le camarade BEZANCON, de la C.G.T., n'a rien à voir avec le groupe BESANCON, composé d'un certain nombre de syndiqués parti de la Fédération du Livre dès le lendemain du Congrès de Bordeaux et adhérent au S.A.T.L. Ceci afin d'éviter tout quiproquo. Dans peu de temps paraîtra la liste des groupes et des localités où le Livre Autonome a pris pied.

Adresser le courrier : 20, rue Santeuil, Paris (5^e).

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

LA CONFÉRENCE NATIONALE du Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste

LES 12 et 13 novembre 1949, comme nous le signalions à nos lecteurs et amis dans le dernier numéro du Libertaire s'est tenue la Conférence nationale du Cartel d'unité d'action syndicaliste.

Le premier jour fut sans histoire puisqu'il s'agissait de parler de l'année écoulée, du bilan tant financier que d'activité. Boucher (Livre Autonome) présente le premier rapport, celui d'activité. Cela permit à la C.N.T., présente, de confirmer devant tous les militants la position de repli sur elle-même prise par son Congrès des 30, 31 octobre et 1^{er} novembre. Cela permit aussi à Perrier (Secrétaire de l'U.D.-F.O. du Maine-et-Loire), de prôner l'unification du mouve-

ment syndical en établissant des liens entre ceux qui veulent redonner au syndicalisme son vrai visage, tout en espérant que le rassemblement final pourrait se réaliser dans Force Ouvrière » où l'on peut s'expliquer ».

Lambert (Unité Syndicale) présente, l'après-midi, le rapport sur les revendications. Celles-ci sont, à quelques variantes près, identiques dans l'esprit sinon dans la lettre à celles qui constitueront la base du programme minimum d'action, il y a 1 an. Les mots furent définis. Les chiffres poussés (1).

Il est clair et simple. Il est syndicaliste et révolutionnaire.

Alors que le 12, toute la journée, le nombre des délégués et auditeurs avait été assez restreint

(ce jour était récupérable pour beaucoup et les instituteurs assistaient au Congrès de la Fédération de l'Education Nationale), le 13 vit la salle D des Sociétés Savantes (150 places), trop petite pour contenir les curieux et les représentants des diverses organisations convoquées. Il s'agissait, il est vrai, de gros morceau : le rapport d'orientation.

Grau (Produits Chimiques-C.G.T.) présente le rapport et conclut en appelant à la formation d'un Cartel très élargi, chargé de recréer le climat nécessaire à la formation d'une centrale syndicale démocratique, lutte de classes, indépendante des partis, des gouvernements et des Etats.

Lefebvre (Unité Syndicale), se prononce pour l'unité à la base sans qu'il soit question de Centralisation.

Limon (F.N.S.A.) déclare, au nom des Autonomes, que la création de cette Centrale était une nécessité vitale, mais que présentement elle semblait difficilement réalisable du fait de la défection Cézembre et de la situation de l'Ecole Emancipée.

Perrier renouvela ses déclarations de la veille, spécifiant bien qu'il ne quitterait pas F.O., mais qu'il approuvait la tentative et les efforts des camarades du Cartel. Qu'il les aiderait de son mieux.

Le syndicalisme est, par définition, pour l'abolition de l'Etat et du capitalisme, deux des maux inséparables dont souffre le peuple. Si la Journée Vinicole ignore cela, nous pouvons lui indiquer quelques ouvrages signés Bézard, Pelloutier, etc., dont la lecture éclairera à ses rédacteurs de publier des énormités du genre cité plus haut.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Rappelez-vous, Messieurs, que le jour où les syndicats décideront la grève de l'impôt, nous n'aurons nous, syndicalistes, pour exiger de la part de l'Etat, enfin des économies, des baisses sur les charges dont nous sommes écrasés ».

Pourquoi ? Tout simplement parce que les ouvriers n'ont pas à choisir entre

ET SI ON ESSAYAIT ?...

UN certain M. Laugel fait dans La Journée Vinicole, un appel aux exploités pour défendre les exploités. En un mois, c'est le troisième ou quatrième article réclamant l'unité ouvrière et patronal contre l'Etat. On parle même, bien timidement certes, mais c'est écrit (J. V. du 29-9), de grève des contribuables et de lutte populaire contre l'impôt.

De ce journal des gros marchands de vins, rien ne saurait nous surprendre, c'est le même qui attaque violemment les « coop'ouvrières » qui concurrencent le commerce honnête « collecteur d'impôts ».

Le 16-9 ce monsieur écrivait : « Pourquoi les syndicats ouvriers ne s'associent-ils pas aux syndicats patronaux pour exiger de la part de l'Etat, enfin des économies, des baisses sur les charges dont nous sommes écrasés ».

Pourquoi ? Tout simplement parce que les ouvriers n'ont pas à choisir entre

l'Etat et le capital. Que nous importe à nous, que ce soit l'Etat ou les administrateurs de la firme nous employant qui gaspille les richesses que nous produisons ? Si M. Laugel n'est pas un ignorant de la question sociale qu'il prétend discuter, il admettra avec nous que le syndicalisme est une théorie économio-politique, ayant pour but la réalisation des aspirations révolutionnaires, résumées par ce slogan : « La terre aux paysans et l'usine aux ouvriers ». En conséquence il ne saurait être honnêtement question de « syndicats patronaux » et à la collaboration proposée, nous syndicalistes nous répondons :

Le syndicalisme est, par définition, pour l'abolition de l'Etat et du capitalisme, deux des maux inséparables dont souffre le peuple. Si la Journée Vinicole ignore cela, nous pouvons lui indiquer quelques ouvrages signés Bézard, Pelloutier, etc., dont la lecture éclairera à ses rédacteurs de publier des énormités du genre cité plus haut.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Rappelez-vous, Messieurs, que le jour où les syndicats décideront la grève de l'impôt, nous n'aurons nous, syndicalistes, pour exiger de la part de l'Etat, enfin des économies, des baisses sur les charges dont nous sommes écrasés ».

Nous n'aurons pas pu résister à l'envie de retracer la presque totalité de l'article signé André Fontaine (ne pas confondre avec notre camarade Fontaine) paru dans le Monde du 8 novembre dernier, à l'occasion du 70^e anniversaire du « grand et général Staline », maître de toutes les Russies et de tous les prolétaires marxistes léninistes conscients, organisés et disciplinés du monde entier. Que Fontaine (André) ne nous en veuille pas... le pianiste fait ce qu'il peut.

Les peuples du monde entier célèbrent le glorieux anniversaire de leur père général, dont les soixante-dix ans coïncident à quelques semaines près avec les trente-deux ans de la révolution russe.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la défense de leurs Sociétés contre les exigences de l'Etat.

Il est possible que certains Tessier, Frachon ou Jouhaux acceptent ces offres de service (1), mais il y a si longtemps que ces hommes ont été reniés par les syndicalistes qu'il ne peut être question de les assimiler à la masse des exploités dont ces messieurs du gros commerce des vins voudraient se servir, pour la